

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1973)
Heft: 253

Artikel: Ne pas séparer aménagement du territoire et planification économique
Autor: Moor, Pierre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1028011>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Ne pas séparer aménagement du territoire et planification économique

Aménagement du territoire et planification économique : dans un précédent numéro de « Domai- ne Public » (249), Claude Raffestin, faisant le point de la future loi fédérale sur l'aménagement du territoire, plaidait pour une distinction nette entre ces deux objectifs, au moins dans le texte légal : « Ne pas faire plus nettement la distinction, c'est fausser, dès le départ, la loi des intentions qui ne ressortissent pas spécifiquement à l'orga- nisation de l'espace. » Aujourd'hui, Pierre Moor reprend la balle au bond (réd.)

L'aménagement du territoire n'est pas simple- ment la mise en ordre d'un certain espace ; c'est la recherche d'un certain équilibre entre les diver- ses activités sociales tant qu'elles ont besoin d'espace. Il ne s'agit pas d'aménager le territoire, mais les fonctions sociales qui occupent celui-ci. La détermination de cet équilibre dépend évidem- ment du critère qui va être employé. On peut protéger les activités sociales les unes des autres, en les répartissant sur le territoire de telle ma- nière que les nuisances respectives soient réduites au minimum ; on peut protéger le milieu naturel des atteintes dommageables que l'homme y porterait. C'est là un critère écologique. Son maniement est évidemment impossible en marge de l'économie, dans la mesure où l'espace et le milieu naturel ne sont pas indéfiniment reproductibles : la question est de savoir qui calcule et qui supporte les coûts, de l'économie privée ou de la collectivité. Sous cet angle déjà, aménagement du territoire et planification économique sont — plus préci- sément : devraient être — liés.

Mais allons plus loin : le territoire n'est pas une grandeur abstraite dans laquelle, en chacun de ses points, on retrouverait les mêmes caractéris- tiques, les mêmes activités, les mêmes dangers,

les mêmes équilibres. Bien au contraire : il se subdivise en entités plus petites (qu'on peut appe- ler régions), qui peuvent constituer chacune, du point de vue de l'aménagement, un territoire propre. Du moins pour certains aspects, et peut- être pour l'écologie. Mais se pose néanmoins la question de l'équilibre régional : il y a un aména- gement du territoire tant que le territoire est composé d'entités distinctes, entre lesquelles il convient d'éliminer les disparités, ou au contraire (ou en même temps) de renforcer les identités respectives.¹ Chaque région représente, du point de vue de la répartition des activités sociales, un ensemble ayant ses propres lignes de force (ou de faiblesse), métaphoriquement : sa propre vie, dans son espace propre, avec ses modalités d'échange spécifiques. L'aménagement du terri- toire est aussi le maintien ou la modification des

¹ Voir le projet de loi fédérale sur l'aide en matière d'inves- tissement dans les régions de montagne.

NOTES DE LECTURE

« Les deux morales de l'avortement »

« La motivation profonde de la répression de l'avortement est donc une motivation morale. Consciemment ou non, cette motivation dicte l'opposition ou les hésitations de tous ceux qui résistent à la révolte contre la répression.

» Le débat de l'avortement est un débat moral. » Cet extrait du dernier numéro de la « Revue neu- châteloise » consacré à une nouvelle étude de Maurice Favre intitulée « Les deux morales de l'avortement », situe précisément le terrain sur le- quel l'auteur place le problème.

Le combat de Maurice Favre, avocat chaud-de- fonnier, député radical, artisan de l'initiative po- pulaire sur la décriminalisation de l'avortement, est méritoire. Mais il n'est que partiel. Il exprime

structures sociales et économiques qui lient les différentes parties du territoire national : car il s'agit ici aussi de savoir, puis de déterminer qui occupe le sol à ce niveau, et comment.

On rejoint donc par ce chemin une éventuelle pla- nification économique. Finalement, il est impos- sible de distinguer purement et simplement l'amé- nagement du territoire et la planification écono- mique comme deux secteurs différents d'inter- vention. Il est vrai que chacun a son domaine essentiel. Mais chacun représente également une option fondamentale, ou plutôt la possibilité d'op- tions fondamentales qui, si elles sont sérieuse- ment retenues, doivent être concrétisées dans toute l'activité étatique. En d'autres mots, amé- nagement du territoire et planification économi- que (même décentralisée et indicative) sont deux aspects sous lesquels la politique globale des col- lectivités publiques s'insère dans la vie sociale.

Pierre Moor

les préoccupations d'un juriste et d'un libéral — au sens premier — mal dans sa peau en consta- tant que la loi n'est pas appliquée, parce qu'inap- plicable, et que cette loi réprime et restreint abusivement la liberté des individus.

S'appuyant sur Bergson, Maurice Favre note que ceux qui s'opposent à la liberté de l'avortement puisent leur morale dans ce qu'il y a de primitif et d'animal en nous : les autres en revanche s'ef- forcent d'élaborer une morale qui « hisse » l'homme 'au-dessus de sa condition en prenant ce qu'il y a de meilleur en eux.

Est-ce si simple, au vrai ? Le débat moral est-il bien le bon ?

Dans les milieux bourgeois « éclairés » que fré- quente Maurice Favre cette argumentation peut sans doute porter. Comment être à la fois « ou- vert au progrès » et « complice » d'une loi ré- pressive !

Reconnaissons même que dans la situation helvé-